La cohérence dans la politique extérieure suisse : l'exemple indonésien

Margrit Meier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1460>

DOI : 10.4000/aspd.1460

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 1995

Pagination : 194-195

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Margrit Meier, « La cohérence dans la politique extérieure suisse : l'exemple indonésien », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 14 | 1995, mis en ligne le 03 mai 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1460> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1460>

La cohérence dans la politique extérieure suisse: l'exemple indonésien

Margrit Meier, Union syndicale suisse

Contradictions

Les relations entre la Suisse et l'Indonésie se heurtent aux contradictions suivantes: l'Indonésie porte atteinte de manière flagrante aux droits de l'homme et aux principes de la démocratie. Les droits syndicaux ne sont pas garantis; on met en prison les travailleurs syndiqués et les activistes. Le *Syndicat indépendant d'Indonésie pour le bien-être des travailleurs, SBSI (Serikat Buruh Sejahtera Indonesia)* dénombre au minimum une vingtaine de cas d'arrestations. En comparaison avec d'autres pays asiatiques, l'instruction scolaire générale, la santé publique et les services sociaux sont sous-développés. Il y a de grandes contradictions entre la croissance de l'économie et la population, d'une part, et le développement de l'environnement, d'autre part. Quant aux projets de développement, ils ne contribuent guère à l'amélioration de la situation de la femme en Indonésie.

Comment éliminer ces contradictions?

Si les flux commerciaux ne se développent pas en harmonie avec des principes démocratiques, sociaux et le respect des droits de l'homme, il incombe alors à la communauté internationale de remédier à cette situation. Des mesures multilatérales s'imposent dans les deux secteurs suivants:

- la corrélation entre les règles commerciales du GATT/OMC (clause du pays le plus favorisé) et les critères de droits sociaux minimums de l'Organisation internationale du travail (OIT), à savoir le droit de liberté de réunion et de négociations salariales, l'interdiction du travail des enfants, du travail forcé et des discriminations;
- la communauté internationale doit exercer son influence sur la conception de la politique économique et sociale par le biais de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement.

La Suisse peut faire valoir l'exercice d'une influence bilatérale dans ses contacts diplomatiques, mais aussi en recourant aux moyens disponibles dans le cadre de sa politique commerciale. Il n'est pas question de retirer l'aide au développement, dans la mesure où celle-ci profite aux couches les plus défavorisées de la population indonésienne.

Mesures institutionnelles

A l'intérieur de l'administration fédérale, des aspects tels que les droits de l'homme, la politique sociale et de développement devraient davantage être pris en compte au moment où celle-ci définit la position de la Suisse concernant le GATT/OMC, l'OIT, la Banque mondiale et le FMI, l'OCDE et la garantie contre les risques à l'exportation (GRE). Les processus didactiques afférents supposent un dialogue intensif et permanent entre les offices concernés, ainsi qu'avec la Banque nationale suisse. Au niveau international, que l'on se reporte au rôle de l'Union internationale des syndicats libres (UISL) à Bruxelles, qui suit de près la situation des droits de l'homme et des droits syndicaux à travers le monde entier. L'Union syndicale suisse peut, d'une manière générale, adhérer aux recommandations de l'UISL sur les questions des principes politiques.